



Le 29 février aux Finances : TOUS EN GRÈVE !

En France comme en Europe, l'ensemble des salariés est appelé à se mobiliser le 29 février pour que le travail et les politiques sociales soient au coeur des priorités.

Partout en Europe, les mêmes logiques sont imposées de façon coordonnée. Les chefs d'État et de gouvernements ont décidé de passer un cran supérieur pour aggraver et généraliser l'austérité.

Ils s'apprêtent à signer un **nouveau traité, le 1er mars prochain**, élaboré à quelques uns en dehors de toute procédure et consultation démocratique.

Ce traité imposerait un carcan budgétaire et économique à des pays déjà durement touchés par le chômage et la récession. L'austérité s'imposerait à tous, réduisant ainsi les capacités de négociations et d'intervention des organisations syndicales.

Ce traité est contraire à l'Europe sociale à laquelle nous aspirons, il ne ferait qu'alimenter les rejets des solidarités, les replis nationaux, la montée des forces nationalistes et d'extrême droite.

C'est pourquoi, la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle, le 29 février 2012, à une journée européenne de mobilisation. Avec leurs syndicats, les salariés européens se mobiliseront partout en Europe pour que le travail et la justice sociale soient au centre des priorités politiques.

En France, une très grande majorité de la population paye déjà lourdement les frais des politiques gouvernementales et patronales. Les mesures d'austérité prennent plusieurs formes :

- baisse du pouvoir d'achat et de la croissance ;
- gel des salaires pour les fonctionnaires ;
- Insécurité sociale généralisée avec l'augmentation du chômage et la remise en cause des garanties collectives ;

- suppression de milliers d'emploi dans la fonction publique ;
- dégradation des conditions de travail ;
- chantage à l'emploi contre les salaires et la durée du travail, remettant en cause le ;
- contrat de travail des salariés avec le projet de loi dite de « *compétitivité* » ;
- augmentation de la TVA (appelée « *TVA Sociale* »).

C'est bien d'une toute autre politique économique et sociale dont ont besoin les peuples en France, en Europe et dans le monde.

Pour la fédération des Finances CGT, des alternatives à l'austérité existent. Mettre « *la finance* » au service de la satisfaction des besoins sociaux, c'est possible ! Il faut pour cela :

- désarmer et encadrer les marchés financiers,
- recentrer l'activité des banques sur le financement de l'économie et non plus sur la spéculation,
- créer un pôle financier public,
- faire jouer un rôle plus actif et plus sélectif à la banque centrale,
- réformer profondément la fiscalité afin de faire contribuer chacun à hauteur de ses moyens,
- et bien sûr renforcer les droits des salariés et les capacités d'intervention des citoyens.

C'est pourquoi, la fédération des Finances CGT appelle tous les salariés à se mobiliser le 29 février 2012 dans l'unité syndicale la plus large, à décider de la grève sur les lieux de travail et à participer aux manifestations interprofessionnelles qui sont organisées sur tout le territoire.

Montreuil le 14 février 2012.

Jusqu'où iront-ils ?

Par Marie-Laure Veilhan militante ATTAC et Sonia Mitralia membre du comité grec contre la dette.

Bilan après presque deux ans après le début du traitement de choc imposé par la Banque centrale européenne, la Commission européenne et le Fonds monétaire international à la Grèce :

- suppression des conventions collectives, tout le monde à la même enseigne, élargissement de la dérégulation, emploi à temps partiel ;
- baisse de 22% du salaire minimum (le portant à 600 euros bruts, soit env. 480 nets) ;
- 10% de baisse en plus pour les moins de 25 ans ;
- gel du salaire minimum pour 3 ans (jusqu'en 2015) ;
- gel des primes à l'ancienneté tant que le chômage ne sera pas à moins de 10% ;
- baisse de 2% des cotisations sociales en 2012, et de 13% en 2013 ;
- baisse des grilles des salaires dans la fonction publique ;
- baisse de 15% des retraites complémentaires ;
- suppression directe de 15 000 postes dans la fonction publique, et de 150 000 (par non reconduction de postes après retraites, etc...) d'ici 2015.
- les enfants font cours dans des écoles sans chauffage, on attend toujours les livres ;
- pour faire des examens à l'hôpital, il faut avancer les frais (et être remboursé à 70%, si la caisse de Sécurité Sociale existe encore à la date du remboursement...) ;
- lits d'hôpitaux réduits de 40% ;
- malnutrition fait des ravages parmi les enfants de l'école primaire ;
- le chômage atteint 20%, 45% chez les jeunes, 49,5% chez les femmes...

Prises de position...

La Secrétaire générale de la CES a déclaré : « La décision qui risque d'être prise par le gouvernement sous la pression de la Troïka va à l'encontre total de l'accord pris entre les partenaires sociaux. Il s'agirait d'un démantèlement pur et simple des conventions collectives nationales et d'une violation des Conventions du Bureau international du Travail. C'est inacceptable. La CES va faire pression auprès des institutions européennes pour alarmer sur la gravité de telles décisions. La Grèce s'enfoncé dans la dépression et on lui impose plus d'austérité. Cette politique est désastreuse et sans issue ».

Par ailleurs, **la fédération Syndicale Européenne des Services Publics s'est exprimée le 9 février** à la veille de la grève de vendredi et samedi derniers. Sa secrétaire générale a exprimé l'opposition de la FESP à la proposition de réduire le salaire minimum à 520 € et d'abolir les conventions collectives. « C'est punir les travailleurs qui ont déjà du mal à survivre. Cela aggravera la crise sociale et revient à une sorte de guerre de tranchées des puissants contre l'Etat providence ».